

## L'ÉDITO

### L'ENJEU DES MUNICIPALES : FRATERNITÉ ET SOBRIÉTÉ



La commune, premier échelon de notre système institutionnel, connu et apprécié des Français, va être confrontée, sur la période 2020-2026, à **quatre grands défis**.

D'abord celui de **l'énergie et de la transition vers une économie décarbonée** : sans un infléchissement radical de la trajectoire actuelle, l'objectif vital de neutralité carbone en 2050 sera hors de portée. Les communes et les structures intercommunales y ont leur part.

En deuxième lieu, les communes ont un rôle décisif à jouer dans l'émergence d'une **société de la confiance**. Le vote populiste, dont les dégâts au niveau international sont patents, est poussé par deux ressorts : l'insécurité économique et la défiance : une

défiance qui affecte le monde politique, mais qui surtout met en danger la vie en société, car elle englobe l'ensemble des « autres », vis-à-vis desquels « on n'est jamais trop prudent ! ». Les échelons communaux et intercommunaux sont bien placés pour inventer des remèdes à cette effrayante réalité.

Autre menace, la fracturation de la société, manifestée par la perte de références culturelles communes, le divorce croissant entre le peuple et l'élite, le repli massif sur le quant à soi ou sur sa tribu digitale. Comment **recréer du lien et développer le vivre ensemble** ? C'est le troisième défi que la commune et l'agglomération doivent relever.

Le quatrième enjeu ne concerne rien de moins que l'avenir de notre démocratie : sans un profond **renouvellement des méthodes de gouvernement** et du personnel politique, notre pays glissera vers le populisme autoritaire. La commune n'est pas seule en cause, mais elle a rôle à jouer dans l'expérimentation démocratique et dans l'émergence d'hommes et de femmes politiques mus par une éthique solide du bien commun et du débat démocratique.

C'est d'abord aux équipes candidates de faire de ces défis le fil rouge de leur action.

La première étape consiste à élaborer, avec la population, **un état des lieux** précis de la situation de la commune en termes démographiques, sociaux, environnementaux et bien sûr financiers. Plutôt que d'élaborer a priori un catalogue de mesures et d'investissements, ne vaut-il pas mieux préciser par quelles méthodes la population participera à la construction d'un programme répondant à cet état des lieux ?

Pour répondre au défi de la défiance et ressouder la société, faisons vivre dans les territoires **la fraternité**, valeur républicaine. Elle englobe la solidarité, particulièrement vis-à-vis des exclus, mais promeut aussi la rencontre et le partage, que la municipalité peut développer par la mixité sociale (loi SRU), la création de lieux d'échange et de brassage social et aussi par des initiatives locales favorisant le faire ensemble et le décider ensemble, comme les [journées citoyennes](#).

Pour que l'action communale aille à l'essentiel, privilégions le **critère de sobriété**, en matière d'énergie bien sûr, mais aussi d'investissement : l'urgence des enjeux impose de réserver les (maigres ?) capacités de financement aux investissements écologiquement et socialement utiles, et d'abandonner les grands projets prestigieux, ainsi que les dépenses qui ne profitent qu'aux classes aisées. La sobriété, n'est-ce pas aussi préférer les arbres aux panneaux publicitaires et le gazon au béton ?

Pour accompagner ce recentrage de l'action communale, les **électeurs** ont un rôle essentiel à jouer : en prenant conscience des enjeux, en se détournant d'une vision individualiste et intéressée de la commune, en sélectionnant avec discernement les programmes et les équipes, et enfin en s'investissant dans la vie communale et en apportant leurs idées pour faire prévaloir le bien commun et la préparation de l'avenir.

# MUNICIPALES — Questions à Jo Spiegel

## Maire de KINGERSHEIM (68)



**Quels seront les sujets qui devraient avoir un fort impact sur le vote des électeurs ?**

Le premier sujet est celui de la **rénovation démocratique**. Les électeurs tenteront de faire le tri entre ceux qui en font un argument électoral et ceux qui sont persuadés qu'il s'agit, au fond, de démocratiser la démocratie. Mais la défiance envers les politiques est telle qu'il n'est pas sûr que ce thème ait un impact essentiel sur le vote !

La **transition écologique** sera un vrai sujet de préoccupation. Au niveau local, elle est essentiellement portée par les **intercommunalités** en charge des Plans climat-air-énergie territoriaux. Alors que leur rôle dans l'agir public territorial est de plus en plus important, feront-elles l'objet d'explications et de débats jusqu'ici inexistantes ?

Dans le contexte actuel de peur et de marchandisation des consciences, je crains que les thèmes de la **sécurité** et de la **fiscalité** l'emportent sur les questions visant à co-construire le « pouvoir de vivre ».

**Vous avez mis en place, de longue date, un « écosystème démocratique » dans votre commune. Le mouvement des Gilets jaunes conforte-t-il cette pratique, ou, d'une certaine manière, en montre-t-il les limites ?**

Le mouvement des gilets jaunes est historique. Il a exprimé des révoltes et des colères qui venaient des profondeurs de notre pays, tant sur la question sociale que sur la question démocratique. Sur cette dernière,

je partage bien des éléments de l'analyse et du constat, qui nous ont motivé, il y a 25 ans, à travailler à la transition entre une démocratie providentielle et ce que j'appelle désormais une « **démocratie-construction** ». Je suis en désaccord avec leur critique de la représentation. Il n'est pas question de la nier, mais de lui redonner sens et de travailler à la réenchanter. Une démocratie vivante ne se réduit pas à un bulletin de vote, ni à un grand débat, ni à un RIC ni à un peu de peinture participative ! Pour rendre bonne et légitime toute décision, il faut y associer les citoyens et toutes les ressources de sens et d'intelligence pour **coproduire l'intérêt général**.

La démocratie-construction est exigeante c'est à dire interactive, lente et édifiante. Elle prend en compte trois éléments de l'impensé démocratique : le commun, la limite, la transcendance républicaine ; loin du mythe de la démocratie directe, de l'instant et de l'instinct ou d'une démocratie participative « Canada dry ».

**Quel devrait être le contenu d'un statut de l'élu à la hauteur des enjeux et de leurs responsabilités ?**

La finalité devrait être de permettre à tous un meilleur accès et une meilleure sortie du temps d'engagement. Il devrait aussi intégrer un droit à la **formation**. Je milite avec d'autres pour que cette formation favorise le changement de paradigme du rôle de l'élu, qui, avant d'être décideur et pourvoyeur d'équipements et de services publics, sera animateur du processus de décision, catalyseur du pouvoir d'agir citoyen et ouvrier du mieux vivre ensemble.

La formation gagnerait dès lors à privilégier le sens, la gouvernance, l'ingénierie démocratique plutôt que la « réparation des trottoirs ».

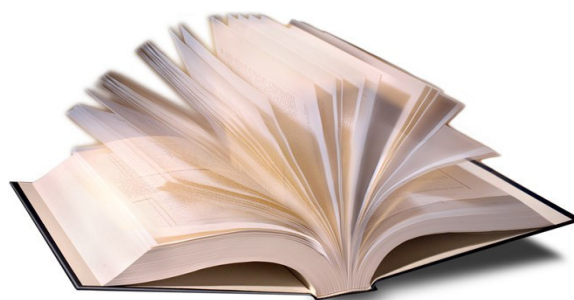
Le rôle de l'élu sera essentiel dans l'accomplissement partagé des transitions sociales et écologiques. A condition qu'il change de regard et de pratiques dans son rapport au pouvoir.

## MUNICIPALES—Documents et bonnes adresses

Pour répondre aux enjeux, le **Pacte civique** tient à apporter sa **contribution** spécifique, empreinte des valeurs et des méthodes qui constituent son ADN : une **boîte à outils**, utile aux candidats et aux électeurs ; des **propositions concrètes** sur nos trois « chevaux de bataille » : fraternité, sobriété et démocratie.

D'autres travaux et propositions méritent l'attention :

- d'abord les **66 propositions** du **Pacte du pouvoir de vivre**, dont le Pacte civique est partie prenante. Elles ne s'adressent pas toutes à l'Etat. En matière d'action sociale, d'accueil des migrants, d'écologie et de démocratie, on y trouve des pistes intéressantes les territoires ;
- le « **municipalisme** », thèse ancienne mettant en oeuvre localement **l'écologie sociale**, qui trouve un écho dans plusieurs initiatives citoyennes (par exemple la liste « Archipel citoyen » à Toulouse), dont rend compte le **site d'Utopia** ;
- le **Pacte pour la transition** a produit un gros travail



collectif, très bien documenté, en élaborant **32 mesures** orientées principalement vers l'écologie :

- **Sauvons l'Europe** a lancé un **appel**, signé par de nombreux élus locaux, « **Pour une union européenne des territoires** » ;
- enfin, les travaux du **PADES** sur **l'autoproduction accompagnée** nous semblent tout à fait pertinents pour répondre aux besoins sociaux et économiques des territoires.

# FRATERNITÉ ET SERVICES PUBLICS

La conférence-débat du Forum 104, le 26 novembre 2019, consacrée à « Fraternité et services publics » n'a pas failli au traditionnel succès de cet événement trimestriel. A cette occasion, le *Pacte civique* s'est associé à deux autres associations engagées sur les thèmes de la citoyenneté, du service public et de la fonction publique : *Galilée.sp* et *Services publics*. Ce partenariat a été très fécond.

Le plateau des intervenants était riche avec notamment, **Jean-Marc SAUVE**, ancien vice-président du Conseil d'Etat, président de la Commission indépendante d'enquête sur les abus sexuels dans l'Eglise ; co-auteur du rapport « *Pour que vive la fraternité : pour une réserve citoyenne* » ; **Jean-Baptiste de FOUCAULD**, ancien commissaire au plan, co-fondateur du *Pacte civique* ; **Thierry LE GOFF**, directeur général de l'administration et de la Fonction publique ; **Catherine GRAS**, quarante ans de fonction publique, coach certifiée ; **Yannick PROST**, conseiller auprès du haut-commissaire à l'engagement civique ; **Bertrand GALICHON**, médecin urgentiste, responsable adjoint du service des urgences de l'hôpital Lariboisière.

L'assistance, forte de 80 personnes, a été très réactive aux exposés et a phosphoré pendant 45 minutes en 9 groupes de travail sur le sujet de la fraternité.

Cette thématique est chère au *Pacte civique* et la conférence a montré, une fois de plus, que la fraternité gagnait à être **explicitée et illustrée** par des exemples concrets afin d'éviter qu'elle soit réduite au 3<sup>ème</sup> terme incantatoire de la devise républicaine ou cantonnée à une démarche caritative individuelle. Une autre

La fraternité est l'interaction entre citoyens pour atteindre un bien commun, délibéré collectivement.



définition a été proposée.

Deux conclusions ont pu être tirées du forum :

1/ Il est possible de donner **une plus forte consistance à la fraternité au sein des services publics** en la redéfinissant par rapport à la solidarité, concept qui a mieux prospéré du fait du développement de l'Etat-providence, mais concept « froid » qui oublie la dimension relationnelle et parfois le nécessaire équilibre entre les droits et les devoirs.

2/ On peut légitimement espérer que la fraternité devienne une **ambition républicaine** portée haut et fort à l'école, à l'hôpital, dans les préfectures, les services sociaux des communes et des départements... Elle doit s'enseigner dans les écoles de formation des fonctionnaires et devenir un **principe de management**. Depuis peu, elle est reconnue comme un principe juridique constitutionnel.

Après que le XIX<sup>ème</sup> siècle a promu la liberté, le XX<sup>ème</sup>, l'égalité, le XXI<sup>ème</sup> pourrait se donner la responsabilité de **construire une société plus fraternelle**, au sens où le forum a essayé de la définir.

Retrouvez l'intégralité de la conférence ainsi que les extraits les plus marquants [sur notre site](#).

## BOUFFÉMONT : CRÉATIVITÉ ET COOPÉRATION



Le territoire de Bouffémont-Attainville-Moisselles (BAM) est mobilisé depuis longtemps pour s'inscrire dans le dispositif TZCLD (territoire zéro chômeur de longue durée). **Il ne se contente pas d'attendre** le vote de la deuxième loi : d'ores et déjà, **deux activités sont opérationnelles**.

**Le maraichage** : l'exploitation de petites parcelles mises à disposition par des partenaires publics ou privés s'inscrit dans un projet de production à plus grande échelle. Elle permet une rétribution en nature des bénévoles, dans l'attente de la création de l'EBE (entreprise à but d'emploi). Elle favorise aussi **le lien avec les habitants** qui nous ont spontanément proposé leur

expertise ou mis à disposition de l'outillage. Une deuxième parcelle mise à disposition par le centre médico-pédagogique Jacques Arnaud va permettre de développer des activités avec les patients du centre.

**L'atelier bois-bricolage** : c'est la préfiguration d'une future ressourcerie. Une partie d'un hangar municipal a été mise à disposition pour stocker des objets récupérés et installer notre atelier. Le travail collectif et l'aspect créatif (construction d'objets : barrières, planches de cultures, par exemple pour l'activité maraichage) ont permis une forte **adhésion des personnes privées d'emploi**. Cette activité mobilise le territoire au travers de dons



d'outillage et de commandes (panneaux signalétiques, bacs à fleurs ...).

D'autres activités sont à l'étude, telles qu'un service de pedibus pour faciliter l'accès des élèves des écoles primaires aux activités sportives et culturelles du territoire, ou des navettes de transport grâce à un véhicule donné par *Aéroports de Paris* (Bouffémont se situe dans leur territoire), ou encore la réouverture d'une bibliothèque dans le centre médico-pédagogique déjà cité.

L'essentiel, à ce stade, est d'initier une dynamique collective autour des personnes privées d'emploi mobilisées sur ce projet.



## LE POUVOIR D'AGIR DES CITOYENS

### A paraître aux éditions *Chronique sociale*

Cet ouvrage s'intéresse aux processus qui permettent « l'émergence de collectifs solidaires et créatifs ».

Aucun territoire ne pourra faire sa résilience dans le contexte actuel de crise multiforme sans l'émergence de « groupes-projets de citoyens acteurs-créateurs », c'est-à-dire de citoyens conscients de leur pouvoir d'agir ; il est donc très important de former les animateurs-développeurs-catalyseurs qui seront capables de faciliter cette émergence puis de relier (mettre en réseau) les groupes-projets émergents.

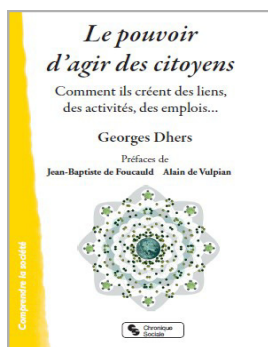
Comment constituer et animer ces groupes-projets ? D'abord en repérant les liens interpersonnels et, suivant le vocabulaire des psychologues, en « travaillant sur les liens ».

La recherche transdisciplinaire menée à travers les sciences humaines et sociales, les spiritualités, les sciences du vivant, les arts martiaux internes... permet de formuler des principes méthodologiques qui sont utiles aux responsables associatifs, aux élus et techniciens des collectivités locales, aux responsables des mouvements citoyens, et aux citoyens acteurs-créateurs.

Cet ouvrage dessine les contours de ce qu'est une « démocratie créative et une économie des liens ». Au moment même où beaucoup parlent d'effondrement, l'auteur par son travail pense énergie créative des hommes, nouvelles formes de collectifs,

et évolution des sociétés humaines.

L'auteur, Georges Dhers, docteur en Sciences économiques, a longtemps travaillé dans le champ du développement local (Datar, INDL...), acteur et chercheur sur les dispositifs qui facilitent simultanément le développement des personnes et des territoires, il a créé des ingénieries qui permettent l'émergence de groupes-projets de citoyens acteurs-créateurs, et conçoit actuellement des modules pour en former les animateurs ; il est membre de la Coordination générale du Pacte Civique et anime le collectif local de Toulouse.



## PROCHAINS ÈVÈNEMENTS

- 30 janvier à Toulouse (université UT1 ; de 16h à 20h), NUIT DES IDEES, avec 2 tables rondes : « Nouveaux acteurs, nouveaux dispositifs » et « Nouveaux métiers, nouvelles formations » ; et des ateliers de coconstruction.
- 1er février à Lieuran Cabrières (34), de 17h à 22h, rencontre « VIVRE ENSEMBLE » ; témoignages d'associations locales autour des engagements du Pacte du pouvoir de vivre.
- 5 février à Villeurbanne (69), au CCVA, de 9h30 à 13h15, TOUR DE FRANCE du Pacte du pouvoir de vivre, avec Laurent Berger, Nicolas Hulot, Claire Hédon et Christophe Robert.
- 18 février à Lyon (Espace citoyen du 8<sup>ème</sup>), à 19h, interpellation des candidats aux élections métropolitaines par les organisations du Pacte du pouvoir de vivre.

Pour plus d'infos, [contactez-nous](#) !

## NOUS CONTACTER



01 44 07 00 06



[contact@pacte-civique.org](mailto:contact@pacte-civique.org)



<https://pactecivique.wordpress.com/>



[www.facebook.com/pactecivique](http://www.facebook.com/pactecivique)



[@Pacte\\_Civique](https://twitter.com/Pacte_Civique)

FAIRE UN DON AU PACTE CIVIQUE